François CAILLOU, *Une administration royale d'Ancien Régime : le bureau des finances de Tours*

Tours, Presses universitaires François-Rabelais, 2005, 2 vol., 496 et 436 p.,
ISBN 2-86906-197-8, 60 €.

Marie-Laure Legay

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/11282>

DOI : 10.4000/ahrf.11282

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2007

Pagination : 211-212

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Marie-Laure Legay, « François CAILLOU, *Une administration royale d'Ancien Régime : le bureau des finances de Tours* », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 349 | juillet-septembre 2007, mis en ligne le 29 décembre 2009, consulté le 01 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/11282> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.11282>

l'attribue à leurs relations masculines car on ne parle d'elles que pour parler d'eux. Ce livre, très informé et très bien écrit, est donc salulaire.

Annie DUPRAT

François CAILLOU, **Une administration royale d'Ancien Régime : le bureau des finances de Tours**, Tours, Presses universitaires François-Rabelais, 2005, 2 vol., 496 et 436 p., ISBN 2-86906-197-8, 60 €.

Sous ce titre, François Caillou livre une étude majeure qui complète pertinemment la série de travaux dont nous disposons sur cette institution, les anciens (dont ceux de François Dumont sur le bureau de Moulins, renouvelés par Jean-Paul Charmeil, l'auteur de référence sur cette administration) et les plus récents (mentionnons entre autres la thèse de droit de Karine Deharbe sur le bureau des finances de Lyon – 2000 – et les recherches encadrées par l'École nationale des Chartes). L'ambition de l'ouvrage est vaste, puisqu'il s'agit de revenir sur l'affirmation couramment admise selon laquelle les bureaux de finances, après avoir connu une période de grandeur de 1577 à 1653, auraient décliné en une vaine institution vidée de ses attributions initiales. Au-delà, l'ouvrage s'inscrit dans un mouvement général d'intérêt pour les compagnies d'officiers civils, animé depuis une dizaine d'années par des historiens comme Michel Cassan ou Christophe Blanquié. On regrettera que l'auteur n'ait pas consulté les Archives nationales (et notamment la série K) pour élargir son champ d'analyse et éviter les écueils de la monographie.

Les qualités du travail de François Caillou sont immédiatement repérables. Son étude est complète et propose non seulement l'histoire de l'institution (vol. 1), mais aussi celle d'un groupe social (vol. 2) évoluant dans un contexte tourangeau que l'auteur connaît très bien. La première partie insiste sur les compétences financières et domaniales des trésoriers de France. François Caillou s'appuie sur l'accroissement des expéditions des bureaux (ordonnances et sentences ensemble) pour montrer la mutation du rôle de ces compagnies. De 877 en 1682-1686, les expéditions s'élèvent à 1 338 en 1722-1726 et 1 887 en 1762-1766. D'évidence, les bureaux perdirent aux lendemains de la Fronde la tutelle sur les administrations financières subalternes. Placés sous l'inspection des intendants, ils continuèrent néanmoins un service de vérification des états au vrai, d'homologation de textes officiels, d'enregistrement des hommages et aveux... qui maintint la compagnie en veille. La disqualification des intendants à la fin de l'Ancien Régime revigora quelque peu l'institution tant il est vrai que la question du contrôle administratif des finances royales finit par devenir l'une des préoccupations centrales du gouvernement. Cependant, l'étude révèle surtout l'activité routinière de la compagnie, non seulement en matière de contrôle comptable, mais aussi de protection et d'entretien du domaine royal. De même, l'attribution aux intendants de la connaissance des ponts et chaussées entretenus aux frais du roi (1669) engagea la compagnie à concentrer son pouvoir réglementaire de voirie et d'urbanisme sur le réseau secondaire. Ainsi, François Caillou conclut sur « l'audace » de la compagnie, « victime de son propre zèle », sans toutefois emporter pleinement notre conviction. Il est bien certain que l'institution ne resta pas inactive. Cependant, comme prisonnière d'une culture juridique, elle perpétua un mode d'administration inadapté aux exigences du moment. Même en matière de voirie, elle révéla son incompétence technique à

telle enseigne qu'en plusieurs occasions, des ingénieurs furent dépêchés sur place pour corriger les erreurs de devis. En réalité, toutes ces attributions relevaient d'un mode de gestion patrimonial en cours d'évidement politique et juridique. Dans ce contexte, il faut comprendre les réclamations des administrations municipales non comme une injustice formulée à l'égard des bureaux de finances, mais comme une profonde aspiration des élites nouvelles à saisir les rênes du gouvernement local.

La deuxième partie radiographie le groupe des 235 officiers de la compagnie reçus entre 1577 et 1790. L'auteur semble rejoindre l'avis de Michel Cassan plaçant les trésoriers de France hors de la catégorie des officiers moyens, le privilège d'anoblissement graduel donnant une importance certaine à ces charges. En s'appuyant sur une solide étude prosopographique, l'auteur montre le poids écrasant des roturiers parmi les familles entrantes au bureau des finances de Tours au XVIII^e siècle (83,9 % contre 46 % au XVII^e siècle), entérinant l'idée d'une juridiction désertée par les lignages nobles (13,8 % au XVIII^e siècle contre 43% au siècle précédent). Ces familles roturières sont généralement issues de la marchandise tourangelles, à l'instar des Decop au XVII^e siècle ou des Abraham au XVIII^e. Au fond, l'auteur conclut à l'assimilation possible de la compagnie à celle des secrétaires du roi. Ce faisant, il conforte l'idée émise par François Bluche sur le bureau de Paris (1973) et Philippe Rosset sur le bureau de Lille (1991) selon laquelle ces compagnies de trésoriers auraient tenu un rôle essentiellement social à défaut d'un intérêt fonctionnel fondamental et auraient agi comme des « moules à privilèges » (de fait, un cinquième des lignages furent anoblis par la fonction). On relèvera une contradiction entre ces solides conclusions et celles du volume premier, plus incertaines.

Les deux derniers chapitres (VII : « le bureau des finances, organe d'emprunt étatique » et VIII : « l'action syndicale ») sont sans nul doute les plus originaux dans l'ensemble de cette étude. L'auteur y montre comment les officiers mobilisèrent l'épargne de leur environnement familial et professionnel pour répondre aux augmentations de gages régulièrement sollicitées du pouvoir. Parmi les bailleurs de fonds, il relève le poids grandissant de la domesticité. Enfin, François Caillou étudie en détail l'activité des agents d'affaires du bureau des finances, professionnels de la sollicitation attachés à défendre les intérêts d'une compagnie engagée dans de nombreuses querelles de juridiction. Cette activité se révélera particulièrement inefficace face à la détermination du gouvernement de faire cesser les fonctions des officiers inutiles. La suppression précoce de la compagnie (mai 1788) en dit long, en réalité, sur l'obsolescence avérée de l'institution.

Marie-Laure LEGAY

Arnaud DECROIX, *Question fiscale et réforme financière en France (1749-1789). Logique de transparence et recherche de la confiance publique*, Aix-en-Provence, Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2006, 638 p., ISBN 2-7314-0523-6, 43 €.

Sous ce titre, Arnaud Decroix livre une étude assez systématique de la littérature politique des années 1749-1789, étude qui a reçu le prix Jean-Bodin 2005 de la faculté de Droit et de Science politique d'Aix-Marseille. L'abondance des sources exploitées impressionne d'emblée. Outre les principaux écrivains des différents